

# TABLE DES MATIÈRES

## Normes juridiques de niveau international

### *Conseil de l'Europe*

- Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (extraits) 11

### *Union européenne*

- Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) (extraits) 15

## Normes juridiques de niveau national – Normes constitutionnelles

- Constitution (extraits) 61
- Loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles (extraits) 67

## Normes juridiques de niveau national – Normes législatives et réglementaires

- Code civil (extraits) 75
- Code pénal (extraits) 99
- Code judiciaire (extraits) 121
  - Arrêté royal du 25 avril 2017 fixant le code de déontologie des experts judiciaires en application de l'article 991<sup>quater</sup>, 7°, du Code judiciaire 142
  - Arrêté royal du 30 mars 2018 relatif aux formations juridiques visées à l'article 25 de la loi du 10 avril 2014 et visées à l'article 991<sup>octies</sup>, 2°, du Code judiciaire 145
- Loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux 147
  - Arrêté royal du 18 juillet 1991 portant exécution de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux 154
  - Arrêté royal du 18 juillet 1991 portant exécution de l'article 36 de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux 156
- Loi du 8 novembre 1993 protégeant le titre de psychologue 159
  - Arrêté royal du 28 mars 1996 relatif aux jetons de présence et indemnités alloués au président et aux membres de la Commission de reconnaissance des psychologues dépendant du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture 164
  - Arrêté royal du 21 mai 1996 réglant l'agrégation des fédérations nationales professionnelles de psychologues et la représentation, auprès de la Commission des psychologues, des fédérations agréées 165
  - Arrêté royal du 10 novembre 1997 établissant le règlement d'ordre intérieur de la Commission des psychologues instituée par l'article 3, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 8 novembre 1993 protégeant le titre de psychologue 167
  - Arrêté royal du 2 avril 2014 fixant les règles de déontologie du psychologue 169
  - Arrêté royal du 8 juillet 2014 déterminant les conditions d'éligibilité des membres du Conseil disciplinaire et du Conseil d'appel, les règles de leur élection, les règles de fonctionnement et la composition du Conseil disciplinaire et du Conseil d'appel, ainsi que les frais de fonctionnement de la Commission des psychologues, du Conseil disciplinaire et du Conseil d'appel, en exécution de la loi du 8 novembre 1993 protégeant le titre de psychologue 172
  - Arrêté ministériel du 23 novembre 2018 portant approbation du montant des frais administratifs et de la contribution au coût de la mise à jour de la liste des psychologues fixés par la Commission des psychologues 176

|  |     |
|--|-----|
| – Arrêté royal du 8 juillet 2014 déterminant les indemnités attribuées aux présidents ou leurs suppléants et aux membres ou leurs suppléants des Conseil disciplinaire et Conseil d’appel en exécution de la loi du 8 novembre 1993 protégeant le titre de psychologue     | 177 |
| • Loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient   | 179 |
| – Arrêté royal du 1 <sup>er</sup> avril 2003 réglant la composition et le fonctionnement de la Commission fédérale «Droits du patient» instituée par l’article 16 de la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient   | 183 |
| – Arrêté royal du 8 juillet 2003 fixant les conditions auxquelles la fonction de médiation dans les hôpitaux doit répondre   | 186 |
| – Arrêté royal du 15 février 2007 portant fixation d’un régime dérogatoire en matière de représentation du patient dans le cadre de l’exercice du droit de plainte visé à l’article 11 de la loi du 22 août 2002 relative aux droits du patient                            | 188 |
| • Loi coordonnée du 10 juillet 2008 sur les hôpitaux et autres établissements de soins (extraits)  | 189 |
| – Arrêté royal du 3 mai 1999 relatif au dossier médical général  | 193 |
| – Arrêté royal du 3 mai 1999 déterminant les conditions générales minimales auxquelles le dossier médical, visé à l’article 15 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, doit répondre  | 194 |
| – Arrêté royal du 28 décembre 2006 déterminant les conditions générales minimales auxquelles le dossier infirmier, visé à l’article 17 <sup>quater</sup> de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, doit répondre  | 195 |
| – Arrêté royal du 26 janvier 2017 modifiant l’article 2, B, de l’annexe à l’arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d’assurance obligatoire soins de santé et indemnités   | 196 |
| • Loi du 31 mars 2010 relative à l’indemnisation des dommages résultant de soins de santé  | 197 |
| • Loi du 5 mai 2014 relative à l’internement   | 203 |
| • Loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l’exercice des professions des soins de santé (extraits)  | 221 |
| – Arrêté royal du 28 octobre 2016 fixant l’organisation et le fonctionnement du Conseil fédéral des professions des soins de santé mentale, en exécution de l’article 68/3, § 7, de la loi relative des professions des soins de santé, coordonnée le 10 mai 2015          | 252 |
| – Arrêté royal du 28 octobre 2016 fixant les critères pour que les associations professionnelles soient désignées comme représentatives en exécution de l’article 68/3, § 3, de la loi relative à l’exercice des professions des soins de santé, coordonnée le 10 mai 2015 | 253 |
| – Arrêté ministériel du 24 mars 2017 portant nomination des associations professionnelles représentatives telles que visées à l’article 68/3, § 3, de la loi relative à l’exercice des professions des soins de santé, coordonnée le 10 mai 2015                           | 254 |
| • Loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l’égard des traitements de données à caractère personnel (extraits)  | 255 |
| • Décret de la Communauté française du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l’Aide à la jeunesse et de la protection de la Jeunesse (extraits)   | 261 |

**Autres normes et avis de niveau international – Codes et autres textes de l’*European Federation of Psychologists Associations***

|  |     |
|--|-----|
| • Meta-Code of Ethics (1995, 2005)   | 283 |
| • Memorandum on possible Member Associations’ actions against members being censured by another Member Association (Standing Committee on Ethics, 2003)    | 287 |
| • Recommendations on Evaluative Procedures and Corrective Actions in Case of Complaints about Unethical Conduct (General Assembly, 2005)                   | 289 |
| • Appendix – A model for evaluative procedures and disciplinary actions in case of complaints about unethical conduct (Standing Committee on Ethics, 2004) | 293 |
| • The provision of psychological services via the internet and other non-direct means (Standing Committee on Ethics, 2006)                                 | 299 |
| • Guidelines on mediation in the context of complaints about unethical conduct (General Assembly, 2007)  | 301 |
| • Guidelines for psychologists who contribute to the media (Board of Ethics, 2011)   | 303 |

## Autres normes et avis de niveau national

### *Avis du Conseil fédéral des professions des soins de santé mentale*

- Avis du Conseil fédéral des professions des soins de santé mentale du 8 février 2018 par rapport aux critères d'agrément des psychologues cliniciens, des maîtres de stage et des services de stage 307

### *Avis et formulaires de la Commission fédérale «Droits du patient»*

- Avis de la Commission fédérale «Droits du patient» du 23 juin 2006 – Désignation de la personne de confiance 321
- Avis de la Commission fédérale «Droits du patient» du 23 juin 2006 – Élargissement du droit de porter plainte 325
- Avis de la Commission fédérale «Droits du patient» du 23 juin 2006 – L'accès au dossier patient par l'entourage d'un patient décédé 327
- Avis de la Commission fédérale «Droits du patient» du 15 décembre 2006 relatif aux formulaires de limitation de traitement et aux formulaires de consentement 329
- Avis de la Commission fédérale «Droits du patient» du 13 juin 2008 – Le partenaire en tant que représentant du patient 333
- Avis de la Commission fédérale «Droits du patient» du 18 septembre 2009 relatif à la communication d'informations concernant l'état de santé des mineurs d'âge 335
- Avis de la Commission fédérale «Droits du patient» du 7 mai 2010 concernant l'amélioration de l'accès à une personne de confiance 337
- Avis d'initiative de la Commission fédérale «Droits du patient» du 11 février 2011 relatif à l'accès d'un prestataire de soins à son propre dossier de patient 341
- Avis de la Commission fédérale «Droits du patient» du 18 mars 2011 relatif à l'application de l'article 8 de la loi relative aux droits du patient dans le secteur des soins de santé mentale ou au droit du patient au consentement préalable, libre et éclairé à toute intervention du praticien professionnel 343
- Avis de la Commission fédérale «Droits du patient» du 21 juin 2013 concernant les modalités relatives au droit de consultation indirect du dossier d'un patient décédé 347
- Avis de la Commission fédérale «Droits du patient» du 9 septembre 2016 – Accès au dossier patient électronique partagé («Personal Health Record») 351
- Avis de la Commission fédérale «Droits du patient» du 25 novembre 2016 relatif à la modification de l'article 16 de la loi du 31/03/2010 relative à l'indemnisation des dommages résultant de soins de santé (FAM) 359
- Avis de la Commission fédérale «Droits du patient» du 19 mai 2017 – La fonction de médiation prévue dans la loi relative aux droits du patient : vers une professionnalisation, un statut, une harmonisation des pratiques dans l'intérêt de la qualité des soins 361
- Avis de la Commission fédérale «Droits du patient» du 21 novembre 2017 – Le dossier patient 367
- Formulaire – Désignation d'un mandataire dans le cadre de la représentation du patient (19 décembre 2005) 375
- Formulaire – Révocation du mandataire désigné dans le cadre de la représentation du patient (19 décembre 2005) 377
- Formulaire – Désignation d'une personne de confiance (23 juin 2006) 379

### *Avis du Comité consultatif de bioéthique de Belgique*

- Avis n° 21 du Comité consultatif de bioéthique du 10 mars 2003 relatif au traitement forcé en cas d'hospitalisation sous contrainte 383
- Avis n° 65 du Comité consultatif de bioéthique du 9 mai 2016 concernant la problématique des étrangers souffrant de problèmes médicaux, y compris psychiatriques, graves 397
- Avis n° 73 du Comité consultatif de bioéthique du 11 septembre 2017 concernant l'euthanasie dans les cas de patients hors phase terminale, de souffrance psychique et d'affections psychiatriques (extraits) 403

***Avis de la Commission de déontologie de l'aide à la jeunesse***

- Avis 06/98 de la Commission de déontologie de l'aide à la jeunesse – Demande d'avis d'un psychologue d'un institut 413
- Avis 51/03 de la Commission de déontologie de l'aide à la jeunesse – Demande d'avis de la Directrice générale de l'aide à la jeunesse 415
- Avis 55/03 de la Commission de déontologie de l'aide à la jeunesse – Demande d'avis de trois intervenants d'un service de prestations éducatives ou philanthropiques 417
- Avis 61/05 de la Commission de déontologie de l'aide à la jeunesse – Demande d'avis du délégué général de la Communauté française aux droits de l'enfant 419
- Avis 63/05 de la Commission de déontologie de l'aide à la jeunesse – Demande d'avis émanant de la Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Éducation d'une Université 423
- Avis 94/08 de la Commission de déontologie de l'aide à la jeunesse – Demande d'avis de la Commission de déontologie d'un service agréé du secteur de l'aide à la jeunesse 425
- Avis 153/13 de la Commission de déontologie de l'aide à la jeunesse – Demande d'avis de la Commission de déontologie par des fédérations de service et un bureau d'études 429
- Avis 164/15 de la Commission de déontologie de l'aide à la jeunesse – La demande d'avis 435
- Avis 167/14 de la Commission de déontologie de l'aide à la jeunesse (extraits) 437
- Avis 211 de la Commission de déontologie de l'aide à la jeunesse 441

***Avis du Conseil national de l'Ordre des médecins***

- Avis du Conseil national de l'Ordre des médecins du 18 septembre 2004 – Dossier médical électronique 449
- Avis du Conseil national de l'Ordre des médecins du 5 février 2005 – Mention « confidentiel » sur des rapports médicaux 453
- Avis du Conseil national de l'Ordre des médecins du 30 juin 2007 – Opposition d'un patient au contenu de son dossier médical 455
- Avis du Conseil national de l'Ordre des médecins du 16 février 2008 – Collaboration à un acte médical et droit d'être informé au sujet des données personnelles non médicales du patient 457
- Avis du Conseil national de l'Ordre des médecins du 7 février 2009 – Admission forcée – Refus du service psychiatrique pour manque de place 459
- Avis du Conseil national de l'Ordre des médecins du 7 février 2009 – Psychiatrie – Admission forcée – Rédaction d'un rapport médical circonstancié ou d'un avis 461
- Avis du Conseil national de l'Ordre des médecins du 20 février 2010 – Choix de la personne de confiance 463
- Avis du Conseil national de l'Ordre des médecins du 20 avril 2013 – Communication par vidéoconférence en matière de soins de santé 465
- Avis du Conseil national de l'Ordre des médecins du 14 septembre 2013 – Code de déontologie médicale – Modification de l'article 61 467
- Avis du Conseil national de l'Ordre des médecins du 20 septembre 2014 – Refus d'admission d'un patient en interruption thérapeutique pour raison de comportement (time-out) 469
- Avis du Conseil national de l'Ordre des médecins du 7 février 2015 – Médecins et médias numériques 471
- Avis du Conseil national de l'Ordre des médecins du 25 avril 2015 – Demande du Fonds des accidents médicaux de transmettre une copie du dossier d'un patient décédé 477
- Avis du Conseil national de l'Ordre des médecins du 4 juillet 2015 – Conservation des données médicales détenues par les initiatives d'habitations protégées (IHP) 479
- Avis du Conseil national de l'Ordre des médecins du 4 juillet 2015 – Respect du secret médical lorsque le médecin apprend que son patient a été victime d'une infraction 481
- Avis du Conseil national de l'Ordre des médecins du 19 septembre 2015 – Consultation directe par le patient de son dossier médical électronique 483
- Avis du Conseil national de l'Ordre des médecins du 12 décembre 2015 – Arrêt et refus de traitement 485

|   |     |
|---|-----|
| • Avis du Conseil national de l'Ordre des médecins du 19 novembre 2016 – Arrêt des activités dans l'hôpital – Communication d'éléments du dossier hospitalier au médecin  | 487 |
| • Avis du Conseil national de l'Ordre des médecins du 19 novembre 2016 – Prise de contact avec des patients «perdus de vue» afin de les informer de l'existence d'un nouveau traitement   | 489 |
| • Avis du Conseil national de l'Ordre des médecins du 17 décembre 2016 – Certificat médical circonstancié – Droit d'examiner un patient sans son consentement, ni de son représentant légal                                     | 491 |
| • Avis du Conseil national de l'Ordre des médecins du 6 mai 2017 – Communiqué de presse : enregistrement sonore d'une conversation entre un patient et un médecin enregistrée à l'insu de ce dernier                            | 493 |
| • Avis du Conseil national de l'Ordre des médecins du 6 mai 2017 – Information du patient concernant son état de santé et les soins qui lui sont proposés   | 495 |
| • Avis du Conseil national de l'Ordre des médecins du 6 mai 2017 – Plate-forme ViVidoctor.com – Téléconsultations en ligne  | 499 |
| • Avis du Conseil national de l'Ordre des médecins du 20 janvier 2018 – Entretien de la toxicomanie et risque d'abstention coupable   | 501 |
| • Avis du Conseil national de l'Ordre des médecins du 24 février 2018 – Acceptation par un médecin d'une donation d'un patient  | 503 |
| • Avis du Conseil national de l'Ordre des médecins du 17 mars 2018 – Capacité du patient à exprimer sa volonté – Attestation  | 505 |
| • Avis du Conseil national de l'Ordre des médecins du 16 juin 2018 – Force obligatoire du Code de déontologie médicale  | 507 |
| • Avis du Conseil national de l'Ordre des médecins du 7 juillet 2018 – Modalités d'accès par un médecin hospitalier aux données à caractère personnel relatives à sa santé contenues dans son dossier patient                   | 509 |
| • Avis du Conseil national de l'Ordre des médecins du 7 juillet 2018 – Accès par le médecin-chef de service aux dossiers médicaux des patients pris en charge au sein de son service hospitalier                                | 511 |
| • Avis du Conseil national de l'Ordre des médecins du 15 septembre 2018 – Arrêt des activités – Conservation et transmission des dossiers d'un médecin généraliste  | 513 |
| • Avis du Conseil national de l'Ordre des médecins du 15 septembre 2018 – Demande du patient au médecin traitant de remplir des formulaires médicaux pour la souscription ou l'exécution d'un contrat d'assurance               | 515 |
| • Avis du Conseil national de l'Ordre des médecins du 15 septembre 2018 – Désignation d'un psychologue comme expert unique dans un dossier judiciaire d'évaluation de l'atteinte à l'intégrité physique et psychique (A.I.P.P.) | 517 |
| • Avis du Conseil national de l'Ordre des médecins du 15 septembre 2018 – Lignes directrices «Contrats et sociétés»   | 519 |
| • Avis du Conseil national de l'Ordre des médecins du 17 novembre 2018 – Libre choix du professionnel et consentement aux soins des personnes atteintes de troubles mentaux qui sont soumises à une mesure d'internement        | 521 |

### Jurisprudence du Conseil disciplinaire (Commission des psychologues)

#### *Décisions du Conseil disciplinaire – Chambre francophone*

|   |     |
|---|-----|
| • Décision 17-F-001 de la Chambre francophone du Conseil disciplinaire (extraits) | 525 |
| • Décision 17-F-003 de la Chambre francophone du Conseil disciplinaire (extraits) | 527 |
| • Décision 17-F-004 de la Chambre francophone du Conseil disciplinaire (extraits) | 529 |

#### *Décision du Conseil disciplinaire – Chambre néerlandophone*

|  |     |
|--|-----|
| • Décision 17-N-001 de la Chambre néerlandophone du Conseil disciplinaire            | 531 |
| • Décision 17-N-003 de la Chambre néerlandophone du Conseil disciplinaire (extraits) | 533 |
| • Décision 17-N-004 de la Chambre néerlandophone du Conseil disciplinaire (extraits) | 535 |